



# MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN

Hauts de Seine



Avec  
Jean-Pierre Chevènement

**Des Etats généraux de la gauche devraient permettre la confrontation des idées d'où pourrait surgir un projet qui soit à la hauteur des espérances d'un peuple souverain !**

## Un NON, porteur d'avenir

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Monsieur Giscard d'Estaing a raconté la scène où en 2003, il a remis à M. Berlusconi, alors Président en exercice du Conseil européen, le projet de «Constitution» issu des travaux de la «convention», relié en cuir bleu. Une mouche passait : son entêtant bourdonnement nuisait à la solennité de la scène. M. Berlusconi, s'étant saisi de l'exemplaire relié en cuir bleu, d'un geste prompt, écrasa la mouche et laissa tomber : «Au moins cette Constitution aura-t-elle servi à quelque chose !» Cette scène prend aujourd'hui toute sa saveur : Cette Constitution mort-née était-elle bien nécessaire ? Le président Chirac avait-il besoin, après Joschka Fisher, d'en agiter l'idée devant le Bundestag en juin 2000 ? Je lui ai posé la question à son retour en France : «Pourquoi avoir proposé à vingt-cinq peuples une Constitution, alors que seul un Peuple peut se donner une Constitution et, qu'entre eux, vingt-cinq peuples passent un traité ?» Le président Chirac dont l'idée d'un «Peuple européen» ne hante sans doute pas les nuits, à la différence de nos «fédéralistes», me rétorqua : «C'est pour répondre à la question : "Qui fait quoi en Europe ?" C'est une sorte de règlement intérieur.» S'il ne s'agissait que de cela, point n'était alors besoin d'une «Constitution» !

Ainsi, ce qui a été rejeté à travers la Constitution, c'est la prétention à «constitutionnaliser» au nom d'un «peuple européen» qui n'existe pas, un corps de règles paralysantes qui ont installé en Europe un chômage de masse et dont les peuples réellement existants ne veulent pas.

Une seule attitude réaliste consisterait à modifier ce qui dans les textes en vigueur fait obstacle à une relance keynésienne à l'échelle européenne, seule manière de faire reculer rapidement le chômage.

Mais la droite comme le Parti socialiste entendent

que le processus de ratification de la Constitution se poursuive comme avant. Deux France se regardent en chiens de faïence : le peuple, c'est-à-dire la majorité des actifs et des jeunes et par ailleurs l'ensemble des élites coalisées, profondément offusquées par l'incorrection du premier. Au coeur de cet abîme d'incompréhension : la nation. Celle-ci est pour le peuple le cadre naturel de l'expression démocratique. Or, la nation vient de révéler encore une fois pour les élites qu'elle était bien la source du mal. Ce que veulent les élites, c'est dépouiller le peuple de sa souveraineté. Evidemment pour son bien. Car les élites savent ce qui est bon pour lui. Qu'il s'agisse de la droite ou du PS, elles vont chercher à ramener le «non» à un mouvement d'humeur irrationnel. Elles vont continuer à décrier le peuple, à le ringardiser, à le culpabiliser dans le secret espoir, jadis révélé par Bertold Brecht, de pouvoir enfin le dissoudre. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment traduire le formidable signe de santé que vient de donner notre peuple dans un système politique dont la fonction est d'étouffer sa volonté. Ce qui n'a pas été possible en 2002 le sera-t-il en 2007 ?

Le paysage ravagé de la gauche française actuelle n'est pas sans évoquer l'aspect «ruiniforme» qui était le sien dans les années 60. Comme après 1969, la direction du Parti socialiste n' imagine pas qu'il y ait d'autre recette pour revenir au pouvoir que l'immobilisme : hier la «troisième force», aujourd'hui le «social-libéralisme». Elle a choisi de traiter le rejet de la Constitution comme une simple péripétie : nulle autocritique de cette direction mise en place en 1998 et qui s'accroche à sa ligne sociale-libérale comme à une bouée de sauvetage, n'attendant son salut que du naufrage de la galère gouvernementale. Pas davantage, n'y avait-il eu d'autocritique au congrès de Dijon, après l'échec de la présidentielle. C'était

jadis «la faute à Rousseau, la faute à Voltaire». Ce fut celle de Chevènement après 2002 et c'est aujourd'hui celle de Fabius. La recherche d'un bouc émissaire permet de cimenter l'unité de la tribu. Elle dispense de s'interroger sur ses responsabilités. Elle vise surtout à maintenir le cap inchangé, censé conduire au port : le retour aux délices et poisons d'un Pouvoir devenu à lui-même sa propre fin.

Ainsi, le PS at-il tenu le 4 juin un conseil national pénitentiaire, incapable de répondre au désaveu de l'électorat de gauche et même de l'électorat socialiste autrement que par une sanction dérisoire au manquement à la sacro-sainte «discipline» dont le peuple souverain vient de s'affranchir. Quelle illusion de penser que la politisation en profondeur permise par la campagne référendaire pourrait déboucher en 2007 sur l'oubli et sur un simple rapetassage !

La refondation de la gauche implique à l'évidence une autre vision de l'Europe : que celle-ci devienne, comme l'a dit Robin Cook, «une protection contre la mondialisation». Le monde du travail en Europe n'est pas prêt à sacrifier un siècle et demi de conquêtes sociales sur l'autel d'une mondialisation libérale qui, appuyée sur les immenses armées des réserves industrielles des pays de l'Asie, ne tend à rien d'autre qu'à restaurer dans toute sa pureté le schéma marxiste de l'exploitation maximale de la force du travail.

La gauche, dont l'électorat a très majoritairement voté «non», se doit d'élaborer un projet républicain exigeant et réellement alternatif. Elle doit donc combattre les tendances à la facilité qui conduiraient le Parti socialiste à s'accrocher à sa ligne sociale-libérale comme à un arbre pourri, le Parti communiste à se remettre dans la roue d'un tel Parti socialiste, et les gauchistes à se contenter d'une simple fonction tribunitienne. C'est toute la gauche qui doit se réorganiser pour se mettre à la hauteur des défis qui l'attendent en 2007. Rien ne viendra du PS laissé à lui-même. Il serait inconcevable que celui-ci présente à l'élection présidentielle un candidat qui aurait prôné le «oui» à la Constitution. Qui peut croire qu'un tel candidat, quel qu'il soit, pourrait rassembler l'électorat populaire ?

Un recours républicain pourra-t-il s'imposer d'ici à 2007 sur la base d'un projet rompant clairement avec le social-libéralisme ? Un tel projet implique clairement la vision d'une Europe réconciliée avec ses peuples, dotée d'une organisation souple associant, à géométrie variable, ceux qui veulent avancer vers une Europe démocratique, solidaire et indépendante.

La gauche doit pour cela rompre avec le réflexe conditionné, mais myope, qui trop souvent la conduit

à opposer la nation et l'Europe. Celle-ci doit se bâtir dans le prolongement des nations démocratiques. Le Peuple français s'est fait entendre. Il ne disparaîtra pas. Au contraire. Il a recommencé à affirmer son rôle que Karl Marx définissait comme celui de la «nation politique par excellence».

François Mitterrand disait jadis : «A partir du PS, on peut faire des choses. Du PS, on ne peut rien faire.» Cette stratégie ne peut plus fonctionner. C'est toute la gauche qu'il faut rassembler, dans un même mouvement, sans exclusive et sans tabou, sur un projet qui redonne son sens à l'idée de progrès. Des états généraux de la gauche devraient permettre la confrontation des idées d'où pourrait surgir un projet qui soit à la hauteur des espérances et des défis.

Le principal défi qui s'impose aujourd'hui est celui de la relance économique de la zone euro. Nous demandons au Conseil européen des 16 et 17 juin d'en faire le cœur de son ordre du jour. Il serait opportun qu'un Conseil des Douze (les douze de la zone euro) se réunisse sans tarder pour mettre sur pied un «gouvernement économique» de ladite zone.

C'est par le dialogue des nations et d'abord entre la France et l'Allemagne, mais sans exclusive à l'égard des autres, que passera la réorientation de la construction européenne. Une Europe des peuples, respectueuse de la souveraineté populaire, autorise des délégations de compétences dès lors qu'elles sont ciblées et démocratiquement contrôlées : ainsi la compétence monétaire peut être exercée conjointement par la Banque centrale et par l'Eurogroupe (ou «gouvernement économique» de la zone euro). Encore faudrait-il que les statuts de la Banque centrale soient revus : que la croissance et l'emploi figurent parmi ses objectifs et que sa sacro-sainte indépendance soit remise en cause. Toutes les composantes du «non» pourraient se retrouver sur cet objectif.

Le «gouvernement économique» pourrait aussi statuer à la majorité qualifiée sur les questions relatives à la politique budgétaire, à l'harmonisation fiscale et à la mise en place de certains critères sociaux appelés à converger. Il est temps de remettre la charrue derrière les boeufs. Si la gauche n'est pas capable de le faire, c'est la droite qui, en définitive, le fera.

Cette révolution copernicienne permettra de faire surgir l'acteur européen stratégique dont nous avons besoin en tous domaines (scientifique, technologique, industriel, militaire, diplomatique, etc.). Ce retournement mettra la France en avant, son peuple à l'avant-garde et la gauche à l'offensive pour peu qu'elle sache dépasser les réflexes de boutique et se mettre à l'écoute des peuples